

## SIDI BEL-ABBÈS

### Décès d'un enfant et une personne en réanimation

Depuis que les premiers cas de grippe A/H1N1 ont été enregistrés en Algérie, Sidi-Bel-Abbès, consciente de la menace de la maladie, a, à l'instar de toutes les autres wilayas du pays, placé la vigilance à son degré maximal pour parer à toute éventualité en réunissant tous les moyens humains et matériels, en plus d'un parcours fléché à même le sol du CHU pour faciliter l'orientation des cas jugés suspects.

Depuis août dernier, Sidi Bel-Abbès a enregistré au total 13 cas suspects, dix parmi eux n'ont pas été conformes par les résultats des analyses effectuées par l'institut Pasteur d'Alger.

Pour les trois autres, il s'agit d'une jeune fille hospitalisée au niveau du service infectieux et son cas n'est pas désespéré. Deux autres cas, un homme âgé de 75 ans et un enfant de 30 mois, jugés très sérieux, ont été admis en réanimation lundi dernier.

Des prélèvements ont été effectués et envoyés à l'institut Pasteur, et les résultats sont encore attendus. Dans l'après-midi d'hier, l'enfant est malheureusement décédé.

Toutefois, jusqu'à hier, et malgré le cas zéro de la déclaration du virus AH1N1 à Sidi Bel-Abbès, la direction de la santé, qui recommande de ni dramatiser, ni banaliser la maladie, a mis en place une cellule de veille qui a élaboré un plan d'action et un bon tableau de bord pour la prise en charge d'éventuels cas de la maladie de la grippe porcine.

Les malades même suspects sont orientés vers l'hôpital de référence, en l'occurrence le CHU Hassani-Abdelkader où 20 lits isolés ont été équipés de draps jetables. Le service de réanimation évacué actuellement sera en cas de pandémie mis à la disposition des malades.

Le personnel médical, imprégné de recommandations et d'instructions et muni d'équipements contre le virus (masque, gant, etc.), est actuellement prêt à prendre en charge d'éventuels cas.

En ce qui concerne la couverture sanitaire, l'hôpital de référence (le CHU) de Sidi Bel-Abbès, a en charge le chef-lieu, Benbadis, Sfifef, Aïn El-Berd, Sidi Lahcen, alors que celui de Telagh s'occupe du sud de la wilaya. La campagne de vaccination n'a pas encore commencé à Sidi Bel-Abbès vu que cette dernière n'a pas encore reçu son quota de vaccins mais le traitement (le Tamiflu) reste largement disponible.

La vaccination ciblera les enfants scolarisés atteints de maladies chroniques, les adultes présentant des dysfonctionnements du système immunitaire et les personnes accusant une faible immunité à l'exemple des femmes enceintes.

Toutefois, des mesures d'hygiène seront une arme pour prévenir la maladie, nous indique-t-on, comme se laver fréquemment les mains, utiliser des mouchoirs en papier, se gargariser avec de l'eau salée, se laver le nez avec de l'eau salée afin de parer au virus...

A. M.

## EN ATTENDANT LEUR GRÈVE ILLIMITÉE À PARTIR DE LA SEMAINE PROCHAINE

# Les praticiens de santé publique ont tenu des sit-in hier

**Les praticiens de santé publique, qui maintiennent leur grève illimitée à compter de lundi prochain, ont organisé, hier, des sit-in devant les directions de santé de toutes les wilayas.**

Les médecins généralistes, qui continuent de dénoncer le mutisme de leur tutelle, se sont donné rendez-vous hier devant les directions de santé publique des 48 wilayas, à l'appel de leur syndicat, le SNPSP, dans le but de remettre leur plate-forme de revendications.

Estimant que les directeurs de santé ne sont que de simples intermédiaires, les praticiens tiennent à frapper à toutes les portes. Ignorés par leur tutelle, qui ne s'est toujours pas manifestée pour tenter de mettre fin à ce bras de fer, les médecins généralistes ne semblent pas, non plus, être les bienvenus au niveau du bureau du directeur de la santé d'Alger. Regroupés pendant une

demi-heure devant cette structure, les praticiens ne semblaient pas déranger grand monde, d'autant plus qu'aucune intervention des services de sécurité n'a été enregistrée. Cependant,

ces derniers ont été contraints de déposer leur plate-forme au niveau du bureau d'ordre, avant de rebrousser chemin. Pour rappel, les praticiens de santé publique revendiquent le rejet du projet de décret portant statut particulier des praticiens généralistes de santé publique, initié

par le ministère de tutelle sans prendre en considération les propositions des concernés, le maintien de la plate-forme de revendications issue du conseil national de Tizi-Ouzou, la promulgation du statut particulier dans sa forme négociée et ratifiée en commission mixte en mars dernier

entre la tutelle et le SNPSP, la mise en place d'une commission mixte pour le régime indemnitaire ainsi que l'application du décret exécutif n°09-244 du 22 juillet 2008 relatif à l'aménagement et la répartition des horaires de travail hebdomadaires dans la Fonction publique. S. A.

## Barkat déclare «déjà» la grève des praticiens illégale

S'exprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, sur le mouvement de protestation que comptent entamer les praticiens la semaine prochaine, le ministre de la Santé a annoncé que la justice avait déclaré cette grève illégale.

Une déclaration qui n'a pas manqué de faire réagir le président du Syndicat national des praticiens de la santé publique, M. Merabet.

Ce dernier s'est demandé comment la justice pouvait se prononcer sur un fait qui n'a pas

encore eu lieu. Plus explicite, il dira que le ministre de tutelle, en les invitant, au début de ce mois, à une première réunion de conciliation, a reconnu par ce geste que la grève décidée était légale.

«La loi 90/ 02 du 6 février 1990, dans ses articles 14 à 17, dispose que l'on ne peut être convié à une réunion de conciliation que lorsque l'on agit dans un cadre légal», a précisé le docteur Merabet.

Concernant l'appel du ministre aux médecins généralistes pour

assurer la campagne de vaccination contre la grippe A/H1N1, le président du SNPSP a rappelé que les praticiens ont décidé, lors de leur conseil national, d'élargir le service minimum pour assurer cette opération, sous réserve que toutes les conditions sanitaires nécessaires soient réunies.

«Nous avons opté pour cette démarche pour le bien de la population et non par rapport au ministre», a conclu le docteur Merabet.

S. A.

### BOUIRA

## La colère des médecins affiliés au SNPSP

**A l'appel du SNPSP, une quarantaine de médecins affiliés au Syndicat national des praticiens de santé publique et dépendant de l'EPH de M'chedallah et des EPSP de Bouira et d'Ahnif ont tenu un sit-in devant le siège de la DSP de Bouira.**

A l'issue de ce rassemblement qui a duré plus d'une heure, les représentants du SNPSP au niveau de la wilaya ont rencontré le DSP, à qui ils ont remis une plateforme de revendications, telle qu'éditée dans leur communiqué n°6 du 11 décembre dernier qui a sanctionné une réunion du conseil national, tenue à Alger.

A travers ce communiqué, lu devant les praticiens présents à ce sit-in, il apparaît que parmi les principales revendications du SNPSP, figurent le rejet du projet de décret portant statut particulier des praticiens généralistes de santé publique, projet, selon les grévistes, finalisé de manière unilatérale par le ministère de la santé, ainsi que la promulgation du statut particulier dans sa forme négociée et ratifiée par la commission mixte ministère-SNPSP du 30 mars

dernier, la mise en place d'une commission mixte pour le régime indemnitaire et l'application du décret exécutif n°09/244 du 22 juillet 2009 relatif l'aménage-

ment et la répartition des horaires de travail hebdomadaires. A l'issue de la lecture du communiqué, portant sur huit points, les grévistes se sont déclarés déterminés à poursuivre leur action et à s'inscrire dans l'optique d'une grève ouverte à partir du 21 décembre

### RASSEMBLEMENT DES PRATICIENS DE SANTÉ PUBLIQUE DE SIKDA DEVANT LE SIÈGE DE LA DSP

## Ils étaient près de 150 à suivre le mot d'ordre du SNPSP

**Près de 150 praticiens de santé publique de la wilaya de Skikda ont observé, dans la matinée d'hier, un sit-in devant le siège de la Direction de la santé et de la population.**

Ils sont venus de Collo, d'Azzaba, d'El-Harrouch et, bien sûr, de la ville de Skikda pour apporter leur soutien aux mesures du Syndicat national des

praticiens de la santé publique, qui ont sanctionné le dernier conseil national extraordinaire tenu à Alger. Durant une demi-heure, les grévistes de

Skikda se sont rassemblés, tout comme leurs confrères des autres wilayas du pays, devant la direction de leur tutelle administrative. Le représentant local du syndicat, Hamlaoui Rachid, a remis au DSP une copie de la plateforme

de revendications, qui porte notamment sur le statut particulier des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes, le régime indemnitaire, les entraves à l'activité syndicale et le droit au désistement au logement. Zaïd Zoheir

Y. Y.

### CRÉDIT DOCUMENTAIRE

## L'État privilégie les importateurs producteurs

**Désormais, les importateurs producteurs de matières premières, produits semi-finis et les biens d'équipement seront privilégiés dans l'octroi du crédit documentaire. C'est ce qu'a insinué El Hachemi Djaâboub, ministre du Commerce, hier, lors de l'inauguration de la Foire de la production algérienne (FPA), au Palais des expositions, à Alger.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)**  
- Placée cette année sous le thème de la «Réhabilitation des

capacités productives nationales et encouragement de l'investissement», la 20<sup>e</sup> édition de

la FPA sera, selon le ministre, l'occasion de présenter les produits nationaux et de lancer la compétitivité entre les exposants.

Se déroulant jusqu'au 22 du mois en cours, cette manifestation économique et commerciale a connu la participation de quelque 260 exposants dans

différents secteurs d'activité.

Quant à l'adhésion de l'Algérie à l'OMC, El Hachemi Djaâboub a indiqué que «l'Algérie a répondu aux questions des Etats-Unis et de l'Union européenne, mais les négociations sont restées au point du départ».

R. N.